
ont entièrement consacré leurs ressources monétaires au soi-disant développement d'un héritage patrimonial prisé par les touristes tout en négligeant l'héritage laissé dans leurs propres bureaux (ma ville même, Hamilton, est l'une des plus retardées dans ce domaine). Si les autorités municipales n'embauchent pas d'archivistes et de fonctionnaires responsables de la gestion du libre accès à l'information et de la confidentialité, leurs employés vont crouler sous l'ampleur de leur tâche, coincés entre les exigences imposées par la nouvelle loi et la "terra incognita" que représentent leurs propres archives. En quel cas, ils risquent de chercher à se simplifier la vie en invoquant les ambiguïtés de la loi.

Pour ceux d'entre nous qui consultent les dossiers municipaux et savent que les intervenants en matière de patrimoine, de conservation architecturale et en généalogie les utilisent aussi, l'accès aux cadastres risque de poser un problème. Nous les utilisons à des fins différentes de celles pour lesquelles ils étaient prévus. Ils renferment en outre des renseignements sur l'appartenance religieuse dont on prenait note à une certaine époque. Il serait évidemment irréaliste de tenter de prouver qu'il n'y a pas là atteinte à la confidentialité; par contre, devoir informer les personnes dont le nom figure sur ces listes que des renseignements les concernant, recueillis il y a vingt ou trente ans, vont être divulgués se révélerait tout aussi impensable. L'autre solution serait de demander une autorisation d'accès aux dossiers confidentiels, mais le processus risque de se révéler aussi complexe qu'il ne l'est au niveau provincial.

Le Président de la Société historique du Canada a jugé bon de soumettre ces questions à plusieurs hommes politiques de

Queen's Park. Jusqu'à maintenant, aucune réponse pertinente ne lui est parvenue. En ce qui a trait aux cadastres et aux registres concernant les biens-fonds, Murray Elston a répondu qu'ils constituaient des documents publics soumis aux règlements des articles 21.1 c) et 35, selon lesquels tout document déclaré public au moment de sa constitution demeure par la suite libre d'accès. Dans le but de nous assurer un accès facile et permanent à ce type de documents, la SHC a reçu la promesse suivante: "la consultation de ce type de documents ne sera pas réglementée et ils demeureront totalement libres d'accès pour les historiens."

La SHC avait proposé de participer aux séances de révision de la loi visant à préparer l'amendement qui la rendra applicable aux administrations locales. Parmi les nombreuses lettres que reçut le Président, aucune ne comporta d'invitation à prendre part aux négociations. Personne, non plus, ne prêta attention aux problèmes rencontrés aux Archives of Ontario depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. En résumé, de sérieux problèmes se posent encore aujourd'hui et, en dépit de toute leur bonne volonté, les gens de Queen's Park n'ont pas répondu de façon satisfaisante aux questions soulevées par les membres de la SHC.

Les membres qui subissent les répercussions de la loi dans leur travail devraient en lire les termes attentivement, contacter les Archives of Ontario avant d'entreprendre des démarches de recherche et informer l'exécutif de la SHC des incidences notables de la loi sur la réalisation de leurs travaux de recherche. Ils devraient aussi déposer leurs plaintes auprès de Murray Elston, président du Management Board of Cabinet, Frost Building South, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1Z6.

THE SOCIAL SCIENCE FEDERATION OF CANADA

In this the last column for the academic year, we have chosen to provide you with an abridged version of the SSFC report prepared for the national lobby week held in Ottawa April 10-15, 1989. This text is extracted from the document entitled Coherent Educational and Scientific Research Policies for Canada produced by the National Consortium of Scientific and Educational Societies. Please feel free to use it in your community when meeting with your elected representatives.

In an increasingly technologically oriented society, the social sciences and humanities are essential components of a viable national science and technology policy. Technological innovation will be profitable to our country only insofar as our society is able or willing to adapt to change. It is in this respect that social scientists and humanists have an important role to play. Research in the social sciences provides the knowledge to analyse and understand the conditions under which Canadians will accept, and cope with new technologies in their lives. Market needs, consumption patterns, training of the labour force, ethics, changes in lifestyles, performance of firms and of workers are only a few of the issues which must be seriously dealt with by Canadian social scientists and humanists if we are to become internationally competitive. Culture, values and human resources development depend partly upon the research and development investments made by government. Funding must be increased in such fields as business management, ethics, industrial psychology, environmental psychology, economics, education, etc., to keep pace with technological innovations.

LA FEDERATION CANADIENNE DES SCIENCES SOCIALES

En guise de chronique en cette fin d'année universitaire, nous avons cru bon de vous présenter une version abrégée du texte que nous avons rédigé dans le cadre de la semaine nationale de lobbying qui s'est tenue à Ottawa du 10 au 15 avril 1989. Le texte est tiré du document intitulé Pour une politique canadienne cohérente en éducation et en recherche scientifique préparé par le Consortium national des sociétés scientifiques et pédagogiques. N'hésitez pas à l'utiliser lorsque vous rencontrerez les députés et les décideurs.

Dans une société orientée de plus en plus vers la technologie, la recherche dans le domaine des sciences humaines doit être une composante essentielle de la politique nationale en matière de sciences et de technologie. Les innovations technologiques seront profitables au pays dans la mesure où notre société aura la capacité ou la volonté de s'adapter à ces changements. C'est en ce sens que les chercheurs dans les sciences humaines ont un rôle important à jouer. En effet, ils possèdent les instruments et les connaissances nécessaires pour analyser et comprendre les conditions dans lesquelles les Canadiens pourront accepter les nouvelles technologies et s'y adapter. Les besoins du marché, les tendances au niveau de la consommation, la formation de la main-d'oeuvre, les questions d'éthique, les changements dans le mode de vie, le rendement des entreprises et des travailleurs ne sont que quelques-unes des questions qui devront être sérieusement étudiées par la communauté canadienne des sciences humaines si nous voulons devenir compétitifs sur la scène internationale. L'augmentation du financement doit se faire de manière à encourager la recherche dans des domaines tels que l'administration des affaires, l'éthique, la psychologie industrielle, l'environnement, l'économie, l'éducation, etc.

"Technological innovation and social change must be seen as an integrated process and should be managed as such. The diffusion and management of innovation must be an integral part of any technology policy. Policies and technological change need to encompass more than just research and development, to give prominence to the labour market, the education system, enterprises and the various other social aspects..." (New Technologies in the 1990s: A Socio-Economic Strategy, (OECD).

Support for the training of competent social scientists and for funding of innovative research enterprises linked to new technologies and to other areas of national importance must come from the Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) as it is the only national body committed to peer review adjudication of research and communication in the social sciences and humanities.

In late 1987, the National Advisory Board on Science and Technology (NABST) recommended a considerable increase in the research councils' base budgets and specifically stated that the level of funding of SSHRC had suffered a constant relative decline since 1970. The proposed increase would allow the research councils "to pursue more vigorous and venturesome research to bring Canada to comparative international levels".

The base budget of the SSHRC has not increased in constant dollars since 1978, the year council was established. When we compare this situation to twenty years ago, we realise that funding is substantially lower in constant dollars than it was in 1968. Moreover, with regards to the federal government's share of the GERD, the percentage devoted to social sciences and humanities research has dropped from 6.7% (1978) to 5.5% (1987). Although the Matching Grants Policy has generated a modest increase to Council funds, the supplementary funds are by no means a substitute for a real increase in the base budget.

Of particular concern is the precipitous decline in the Council's budget in 1991/92 and an early decision must be made to include the matching funds in the base budget. The uncertainty of the funding situation after 1990/91 makes it extremely difficult to plan and to effectively fill its mandate.

A substantial increase in the SSHRC base budget is needed for Council to continue to support innovative research of national importance to Canada. Furthermore, the base budget of SSHRC should be increased by \$15 million in 1989/90 and doubled by 1991/93 as recommended by the Lortie Committee. This major increase is required to:

- 1) Increase the number and value of doctoral and postdoctoral fellowships to ensure that there are sufficient highly-qualified researchers to satisfy the demand both within and outside the academic community.

It is estimated that one third of existing faculty will reach retirement age by the year 2000 and one half by the year 2005, at a time when a student enrolment is expected to increase. It is imperative therefore that resources be provided to ensure that qualified Canadians are available to replace retiring faculty, so that we are not obliged to rely on foreign recruitment to fill university positions when they become available.

Highly-qualified personnel in the social sciences and humanities are also in demand as we move from a resource-based to a knowledge-based society. Managers able to deal with rapid change, to communicate clearly and possessing leadership and administrative skills are the key to

Selon un rapport récent préparé par l'OCDE:

"L'innovation technologique et le changement social doivent être perçus comme processus d'intégration et devraient être traités comme tel. La diffusion et la gestion de l'innovation doivent faire partie intégrante de toute politique en matière de technologie. Les politiques et les changements technologiques doivent inclure d'autres éléments que la recherche et le développement afin d'accorder la priorité au marché du travail, au système d'éducation, aux entreprises ainsi qu'à plusieurs autres questions sociales..." (New Technologies in the 1990's: A Socio-Economic Strategy). (Traduction libre)

L'appui à la formation de personnes compétentes dans le domaine des sciences humaines, ainsi que le financement de recherches innovatrices qui sont reliées aux nouvelles technologies et à d'autres questions d'importance nationale, doivent provenir du Conseil de recherches en sciences humaines. Vers la fin de 1987, le Conseil consultatif national sur la science et la technologie recommandait une augmentation considérable des budgets de base des Conseils de recherches. Le CCNST signalait particulièrement le déclin constant du financement du Conseil de recherches en sciences humaines depuis 1970. Les augmentations proposées permettraient aux trois Conseils "d'appuyer la recherche avec plus de vigueur et d'audacité, de manière à renforcer la position du Canada sur la scène internationale."

Le budget de base du CRSH n'a bénéficié d'aucune augmentation en dollars constants depuis 1978, année où le Conseil a été établi. Lorsque nous comparons cette situation à celle d'il y a 20 ans, nous observons que le financement est sensiblement inférieur en dollars constants qu'il ne l'était en 1968. Qui plus est, en regard de la part du gouvernement fédéral au DIRD, il est à noter que le pourcentage réservé à la recherche dans le domaine des sciences humaines a chuté de 6.7% (1978) à 5.5% (1987). Quoique la politique de contrepartie ait généré une modeste augmentation du budget du Conseil, les fonds supplémentaires ne peuvent aucunement remplacer une augmentation réelle du budget de base.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la chute abrupte du budget du Conseil en 1991-1992. En ce sens, une décision rapide doit être prise de manière à inclure les fonds de contrepartie dans le budget de base. L'incertitude qui plane sur la situation du financement en 1990-1991 rend très difficile une planification cohérente.

En outre, le budget de base du CRSH devrait être augmenté de 15 millions \$ en 1989-1990 et doublé d'ici 1991-1993, tel que recommandé par le CCNST. Cette augmentation majeure est nécessaire pour les fins suivantes:

- 1) Augmenter le nombre et la valeur des bourses doctorales et postdoctorales de manière à assurer un nombre suffisant de chercheurs hautement qualifiés pour satisfaire à la demande à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté universitaire.

On prévoit qu'un tiers des universitaires atteindront l'âge de la retraite d'ici l'an 2 000, et la moitié d'ici l'an 2 005, c'est-à-dire, au moment où une augmentation dans les inscriptions d'étudiants est également prévue. Nous devons prendre les mesures qui s'imposent afin d'assurer que des Canadiens compétents soient disponibles pour remplacer ceux qui auront atteint l'âge de la retraite, de façon à ce que nous ne soyons pas obligés de recruter à l'étranger.

Un personnel hautement qualifié dans le domaine des sciences humaines s'avère également nécessaire, à mesure

improved productivity and national competitiveness. The Japanese spare no effort to produce such people and a survey of the Corporate Higher Education Forum has confirmed their value to Canadian industry. To ensure that educated personnel are available tomorrow, a vibrant human sciences community in Canadian universities is needed today.

- 2) Increase research support in the broad range of disciplines in the social sciences and humanities that address vital issues related to Canadian cultural identity, socio-economic development and the quality of life in an increasingly competitive, global environment. International competitiveness requires knowledge of the cultures, languages, traditions, economic capacity and management techniques of Canada's trading partners. Without such knowledge, we will be unable to maintain our prosperity in an ever more competitive world economy.
- 3) Enhance the dissemination of research undertaken in Canada by increasing support for traditional means of research communication (research journals, scholarly manuscripts, and conferences), and encouraging the development of journals that reach a broader audience than the academic community and in so doing, develop linkages between the producers and users of academic research. Particular emphasis would be placed on the development of those journals that report on research related to policy making and socio-economic development.
- 4) Fund new strategic initiatives that address pressing national issues such as the management of innovation, global change and sustainable development, and applied ethics. Decisions about technological development and its impact must be informed by research grounded in our society and which reflects its culture, economy and political systems. This research cannot be bought abroad; it must be undertaken at home. In encouraging research on national issues, the Council intends adopting a more proactive, entrepreneurial role, to encourage greater linkages between the producers of research and users in the public and private sectors. A new program of Joint Ventures with the public and private sectors, to promote the development of multisectoral and multidisciplinary research on national issues, has recently been approved on an exploratory basis and additional funding will be required to enable the Council to mobilise researchers in its disciplines to address these challenging national issues.

Dr. Steen B. Esbensen
Executive Director
April 25, 1989

CONFERENCES

THE FRENCH CONNECTION IN BRITISH AND AMERICAN HISTORY
Fifty-eight Anglo-American Conference of Historians
University of London, London, 6 and 7 July 1989

Persons interested in attending this conference are asked to register before June 30 with the Secretariat of the Institute of Historical Research of the University of London, Senate House,

que nous progressons vers une société infoculturelle. Des administrateurs capables de faire face aux changements rapides, de communiquer avec clarté et possédant des aptitudes en gestion et en leadership, seront la clef d'une productivité accrue et d'une compétitivité nationale. Les Japonais ne ménagent aucun effort pour former de tels cadres et un sondage du Corporate Higher Education Forum a confirmé la valeur de ces cadres pour l'industrie canadienne. Pour assurer demain la disponibilité d'un personnel compétent, nous avons besoin dès aujourd'hui d'une communauté en sciences humaines dynamique dans nos universités canadiennes.

- 2) Augmenter l'appui à la recherche, dans l'éventail existant de disciplines en sciences humaines qui s'intéressent à des questions vitales relatives à l'identité culturelle canadienne, au développement socio-économique et à la qualité de la vie dans un environnement global de plus en plus compétitif. En ce sens, la compétitivité internationale exige la connaissance de la culture de la langue, des traditions, de même que des capacités économiques et des techniques de gestion de nos partenaires commerciaux.
- 3) Améliorer la diffusion de la recherche entreprise au Canada, en appuyant les formes traditionnelles de diffusion (comme les revues spécialisées, les ouvrages savants, et les conférences); encourager le développement de revues de vulgarisation et ainsi mettre en rapport les producteurs et les utilisateurs de la recherche. Il faudrait également accorder une importance particulière au développement des revues spécialisées qui font état de la recherche portant sur la formulation des politiques et sur le développement économique.
- 4) Financer de nouvelles initiatives stratégiques concernant des questions nationales urgentes, telles la gestion de l'innovation, le changement global et le développement durable, ainsi que les questions d'éthique appliquée. Les décisions relatives au développement technologique et son impact doivent être fondées sur la recherche reflétant notre société, sa culture, son économie et son système politique. Les résultats de ces recherches ne peuvent provenir d'ailleurs; la recherche doit se faire chez-nous. En encourageant la recherche portant sur des questions nationales, le Conseil entend adopter une approche plus active et jouer un rôle d'entrepreneur, de manière à encourager une plus grande coopération entre les producteurs de la recherche et les utilisateurs. Un nouveau programme d'initiatives conjointes avec les secteurs publics et privés, visant à promouvoir le développement de la recherche multisectorielle et multi-disciplinaire sur des questions nationales a récemment été approuvé sur une base exploratoire. Un financement additionnel sera requis afin de permettre au Conseil de mobiliser les chercheurs dans les diverses disciplines pour qu'ils se penchent sur ces questions d'importance nationale.

Steen B. Esbensen, Ed.D.
Directeur général
le 25 avril 1989

CONFERENCES

LE FAIT FRANCAIS DANS L'HISTOIRE BRITANNIQUE ET DANS L'HISTOIRE AMERICAINE
Cinquante-huitième conférence anglo-américaine d'historiens
University of London, Londres, 6 et 7 juillet 1989.

Les personnes intéressées à assister à cette conférence sont priées de s'inscrire avant le 30 juin prochain auprès du Secrétariat de l'*Institute of Historical Research* de l'University of